



CHIFFLOT Nicolas

Professeur de Droit public
Faculté de droit de Strasbourg

Courriel : nchiffлот@unistra.fr

Thèmes de recherche

- Droit administratif
- Théorie générale du droit et de l'État
- Histoire de la pensée juridique

Principales publications

OUVRAGES :

- *Droit administratif*, avec les professeurs P. Chrétien et M. Tourbe, Sirey Dalloz, coll. « Université » :
 - 16^{ème} édition, à paraître en 2018.

- 15^{ème} édition, 2016.
- 14^{ème} édition, 2014.
- *Droit administratif*, avec le professeur P. Chrétien, Sirey Dalloz, coll. « Université », 13^{ème} édition, 2012.
- *Charles Eisenmann, Écrits de droit administratif*, Dalloz, coll. « Bibliothèque Dalloz », 2013 (réédition des textes de l'auteur avec préface).
- *Le droit administratif de Charles Eisenmann*, Dalloz, coll. « Nouvelle Bibliothèque de Thèses », 2009.

ÉTUDES :

- « L'office du juge administratif et les normes » in J.-F. Lafaix (dir.), *Le renouvellement de l'office du juge administratif*, Berger-Levrault, coll. « Au fil du débat », 2017, p. 51.
- « Les règles procédurales applicables aux actions en reconnaissance de droits devant le juge administratif », *Procédures*, juillet 2017, « Étude » n°28.
- « Le nouveau statut général des autorités administratives et publiques indépendantes », *Procédures*, mars 2017, « Étude » n°9.
- « Accès collectif au juge administratif : l'action de groupe et l'action en reconnaissance de droits », *Procédures*, février 2017, « Étude » n°5.
- « Neutralité et science du droit » in *La neutralité*, actes du colloque de la promotion 2014 du concours de l'agrégation de droit public, Presses universitaires de Rennes, à paraître.
- « Le bonheur a-t-il la substance d'un droit fondamental ? » in *Le droit au bonheur*, actes du colloque du Réseau Européen de Recherche en Droits de l'Homme (RERDH), Institut universitaire Varenne, LGDJ-Lextenso, coll. « Colloques & essais », 2016, p. 205.
- « Charles Eisenmann. Professeur de droit public » in P. Gonod, A. Rousselet-Pimont, et L. Cadiet (dir.), *L'École de Droit de la Sorbonne dans la Cité*, Dalloz, 2013, p. 225.
- « Les prérogatives de puissance publique. Une proposition de définition » in *La puissance publique*, actes du colloque de l'Association Française pour la recherche en Droit Administratif (AFDA), Litec, 2012, p. 173.
- « La causalité dans le droit de la responsabilité administrative », *Droit Administratif* 2011, étude n° 20.
- « Les procédures de contrôle en matière de recouvrement des cotisations sociales : des garanties encore insuffisantes. Éléments de réflexion au regard des pouvoirs

d'investigation de l'Administration fiscale », *Revue Française de Finances Publiques* (RFFP), n° 107, 2009, p. 237.

COMMENTAIRES :

- « Justice du XXI^{ème} siècle. Les principaux apports de la loi du 18 novembre 2016 au contentieux administratif », *JCP G*, 19 décembre 2016, 1377.
- « Rendre à César ce qui est à César. L'affaire des crèches de Noël devant le Conseil d'État », Conseil d'État, 9 novembre 2016, *Commune de Melun c/Fédération départementale des libres penseurs de Seine-et-Marne*, n°395122 et *Fédération de la libre pensée de Vendée*, n°395223, *JCP A*, 5 décembre 2016, 2309.
- « La modernisation du Code des juridictions financières (partie législative) », *Procédures 2016*, « Focus » n°39.
- « La médiation devant le juge administratif enfin dans les starting-blocks ! », *Procédures 2017*, « Focus » n°18.
- « La recevabilité de recours en annulation contre des actes de droit souple », Conseil d'État, ass. 21 mars 2016, *Sté Fairvesta international GMBH et autres*, n°368082 et *Société NC Numericable*, n°390023, *Procédures 2016*, comm. 186.
- « Les principaux apports de l'ordonnance du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics », *Complément territorial, Code général des collectivités territoriales*, Hors-série, décembre 2015.
- « Le juge administratif n'est-il que le juge de l'Administration ? Un élément de réponse », Conseil d'État, 28 janvier 2011, *Patureau*, *AJDA* 2011.1851.
- « Évolutions et contradictions récentes du recours en rectification d'erreur matérielle », Conseil d'État, 27 juin 2008, *Boudinar*, *AJDA* 2009.212.
- « Le droit de grève est-il encore un droit collectif ? », Conseil d'État, 19 mai 2008, *Syndicat Sud-RATP*, *AJDA* 2008.1718.

NOTES :

- Conseil d'État, juge des référés, formation collégiale, 26 juillet 2017, *M. D. et Mme B.*, n°412618 (pouvoirs du juge du référé-liberté en cas de litige portant sur le choix d'un traitement médical), *Procédures 2017*, comm. 289.
- Conseil d'État, 22 septembre 2017, *M. B. A.*, n°401364 (pouvoir de régularisation du contrat d'un agent contractuel sans son accord), *Procédures 2017*, comm. 290.

- Conseil d'État, ass., 19 juillet 2017, *Association citoyenne pour Occitanie Pays catalan et autres*, n°403928 (procédure de consultation du public par les collectivités territoriales et contrôle du juge saisi d'un recours formé contre la décision adoptée au terme de cette procédure), *Procédures 2017*, comm. 253.
- Conseil d'État, 21 avril 2017, *Société FM Projet*, n°394606 et *RATP*, n°395952 (règles de communicabilité des documents administratifs émanant d'entreprises publiques), *Procédures 2017*, comm. 255.
- Décret n°2017-671 du 28 avril 2017 modifiant la partie réglementaire du Code des juridictions financières, *Procédures 2017*, comm. 224.
- Conseil d'État, 10 mai 2017, *M. B.*, n°396279 (procédure disciplinaire et refus par un agent de la notification d'une décision de sanction), *Procédures 2017*, comm. 223.
- Décret n°2017-330 du 14 mars 2017 relatif aux droits des personnes faisant l'objet de décisions individuelles prises sur le fondement d'un traitement algorithmique, *Procédures 2017*, comm. 116.
- Conseil constitutionnel, 9 mars 2017, n°2016-616/617 QPC, *Société Barnes et autres*, *Procédures 2017*, comm.114 (applicabilité des principes d'indépendance et d'impartialité aux autorités administratives exerçant un pouvoir de sanction sans être soumises au pouvoir hiérarchique d'un ministre).
- Conseil d'État, 23 décembre 2016, *Chergui*, n°403971, *Elobid*, n°403975, *Karakaya*, n°403976 (3 esp.), *Procédures 2017*, comm. 52 (extension de la compétence de la Cour nationale du droit d'asile).
- Assemblée nationale, projet de loi du 8 novembre 2016 relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (création de l'agence française anti-corruption et d'un statut du lanceur d'alerte), *Procédures 2017*, comm. 22.
- Conseil d'État, 30 décembre 2016, *Autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires (ACNUSA) c/ Société Dart*, n°395681 (sanction administrative et principe *non bis in idem*), *Procédures 2017*.
- Conseil d'État, 16 décembre 2016, *Groupement d'employeurs Plusagri*, n° 390234 (sanction administrative et principe de légalité des délits et des peines), *Procédures 2017*.
- Décret n°2016-1411 du 20 octobre 2016 relatif aux modalités de saisine de l'administration par voie électronique et décret n°2016-1491 du 4 novembre 2016 relatif aux exceptions du droit des usagers de saisir l'administration par voie électronique, *Procédures 2016*, comm. 385.
- Ordonnance n°2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes, *Procédures 2016*, comm. 348.

- Conseil d'État, avis du 13 juillet 2016, n°391748 sur le projet de loi relatif au statut de Paris (à propos de la qualité des études d'impact des projets de loi), *Procédures* 2016, comm. 349.
- Conseil d'État, sect., 13 juillet 2016, *Société GDF-Suez*, n°388150 (délai de recours contre un acte de droit souple), *Procédures* 2016, comm. 313.
- Conseil d'État, sect., 1^{er} juillet 2016, *Commune d'Emerainville*, n°363047 (pouvoir de régularisation par l'administration d'une décision entachée d'une irrégularité de forme ou de procédure), *Procédures* 2016, comm. 315.
- Conseil d'État, 6 avril 2016, *M. D*, n° 374224 (aggravation par le Conseil d'État d'une sanction prononcée par l'AMF), *Procédures* 2016, comm. 242.
- Décret n° 2016-625 du 19 mai 2016 relatif aux exceptions à l'application du principe « silence vaut acceptation » pour les demandes adressées aux collectivités territoriales dans le cadre des procédures prévues par leurs délibérations, *Procédures* 2016, comm. 243.
- Décret n° 2016-463 du 14 avril 2016 relatif à l'application de l'article 61-I de la Constitution à la Cour nationale du droit d'asile, *Procédures* 2016, comm. 217.
- Conseil d'État, 30 mars 2016, *Centre hospitalier de Perpignan*, n°375529, (étendue des pièces d'un marché public soumises au droit à communication), *Procédures* 2016, comm. 215.

TRAVAUX PÉDAGOGIQUES :

Fiches thématiques avec exercices corrigés in P. Gonod (dir.), *Compléments pédagogiques. Droit public*, Espace Numérique Dalloz :

- *En droit constitutionnel* : « La Constitution », « Le Président de la République », « L'introduction du parlementarisme en France », « Le parlementarisme en Europe ».
- *En droit administratif* : « La responsabilité administrative », « L'introduction de l'instance devant le juge administratif » « L'exécution des décisions de justice », « L'expropriation pour cause d'utilité publique ».

COMMUNICATIONS SCIENTIFIQUES :

- « Avant Kelsen : le droit vivant de Eugen Ehrlich », colloque *L'Autriche-Hongrie des années 1866-1918 : une contribution exceptionnelle à la protection des droits de l'homme*, Centre d'études internationales et européennes (CEIE), Laboratoire EA 7307, Cour européenne des droits de l'homme/Faculté de droit de Strasbourg, novembre 2017.

- « La distinction bien commun/intérêt général. La fin d'un cycle historique en droit administratif », *Le bien commun*, Journée d'étude des Masters de l'Institut de Recherche Carré de Malberg (IRCM), décembre 2017.
- « Neutralité et science du droit », *La neutralité*, colloque de la promotion 2014 de l'agrégation de droit public, Faculté de droit de Tours, 2016.
- « La sécurisation du contentieux des contrats par le juge administratif », *La sécurité contractuelle*, 7^{ème} colloque de la fédération de recherches L'Europe en mutation, FR 3241 UNISTRA/CNRS, octobre 2015.
- « La loyauté du procès administratif », *La loyauté en droit public*, Journée d'étude des Masters de l'Institut de Recherche Carré de Malberg (IRCM), novembre 2015.
- « La puissance publique en droit administratif. Permanence ou déclin de la notion ? », *Le rapport d'autorité*, École d'été des doctorants, École doctorale I01 et Fédération de recherche, Initiatives d'Excellence (IdEx) de l'Université de Strasbourg, septembre 2015.
- « Autour de Charles Eisenmann. A propos de la réédition de ses écrits de droit administratif », Centre de recherches Culture du Droit Public (CEDP) et Institut Cujas, Université Paris 2, Panthéon-Assas, mars 2014.
- « Droit administratif européen. Quelle(s) définition(s) ? Quelle(s) approche(s) ? », *Ateliers de droit administratif en France et à l'étranger*, UMR de droit comparé de Paris, École de droit de la Sorbonne, février 2014.
- « Le partage public-privé. Enjeux politiques et juridiques », *Cercle Georges Dupuis*, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, juin 2009.
- « L'opération de qualification juridique est-elle intellectuellement possible ? », Institut Michel Villey pour la culture juridique et la philosophie du droit, « La qualification juridique » (table ronde), mars 2009.
- « L'actualité de l'œuvre de Charles Eisenmann », conférence à l'École doctorale de droit des Universités Jean Moulin (Lyon III), Lumière (Lyon II) et Jean Monnet Saint-Etienne, décembre 2008.

Enseignements

Depuis septembre 2017 à l'Université de Strasbourg :

- « Droit administratif », Licence 2 Droit (deux semestres), Faculté de droit
- « Droit administratif des biens et droit de la fonction publique », Licence 3 Droit (1 semestre), Faculté de droit

- « Droit constitutionnel », Master 2 Droit public général, Faculté de droit
- « Introduction générale au droit », 1^{ère} année, Sciences Po

Responsabilités administratives et éditoriales

- Responsable, avec Maître S. Deygas, de la chronique « Procédures administratives » au sein de la revue *Procédures*, LexisNexis.
- Représentant de la Faculté de droit, de sciences politiques et de gestion à la Commission des bibliothèques juridiques de l'Université de Strasbourg
- Chargé de mission (avec Madame C. Pauthier) auprès de Madame le Doyen de la Faculté de droit de Strasbourg pour l'organisation du cursus bi-licence Droit-Histoire.